

gramme reconnaît ensuite que les couches petites bourgeoises de la population sont incapables de se battre sur le mot d'ordre « échelle mobile des salaires ». Ce dilemme peut être résolu par la création de larges comités de consommateurs et de travailleurs pour combattre pour le contrôle des prix et contre la vie chère.

De cette lutte politique large pour le contrôle des prix menée par des comités de front unique d'organisations ouvrières et de représentants de la petite bourgeoisie urbaine et rurale, nous ne faisons pas une condition ni ne la lions directement à la lutte des salariés pour l'échelle mobile des salaires. Bien plutôt, la lutte pour le contrôle des prix est menée parallèlement à cette dernière. Les deux luttes se trouvent ainsi sur des terrains différents et sont menées de manière différente. Les ouvriers avancés poussent en direction de ce programme de lutte de classe, car ils ont conscience que la lutte officielle du

gouvernement contre l'inflation est une farce et que l'inflation est inhérente au capitalisme dans sa période d'agonie. La classe travailleuse, dans une lutte commune avec des éléments de la petite bourgeoisie contre la hausse des prix, est cependant incapable de démasquer la propagande des grands capitalistes et de prouver à la classe moyenne « que la réelle cause de la hausse des prix n'est pas l'augmentation des salaires, mais les profits exorbitants des capitalistes et le gaspillage insensé de l'anarchie capitaliste ». Ainsi le mouvement ouvrier est incapable de gagner la confiance et le soutien de certaines couches de la classe moyenne — et aussi d'ouvriers arriérés pour la même raison — et de les mobiliser pour des luttes plus amples contre le grand capital. La poussée d'après-guerre de la classe ouvrière américaine, qui a atteint son point culminant lors de la plus grande vague de grèves de son histoire, a fourni une justification et une vérification puissantes de ces aspects du programme de transition.

## II. — Leçons de la récente vague de grèves

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que ce programme, lorsqu'il fut présenté pour la première fois par Trotsky en 1938, fut rejeté par maints sceptiques en tant que « non réaliste », « inadapté aux conditions américaines », « romantisme révolutionnaire », etc. (Burnham, dans sa lettre de démission du Workers Party de Shachtman, en 1940, déclarait dignement : « le programme de transition me semble — comme lors de sa première présentation — un non-sens plus ou moins manifeste, et un exemple clef de l'incapacité du marxisme, même lorsqu'il est manié par ses représentants les plus brillants, de traiter de l'histoire contemporaine »). Cependant, lors de la récente vague de grèves, les travailleurs américains, qui furent considérés longtemps comme les plus arriérés politiquement du monde, mirent d'eux-mêmes en avant plusieurs des mots d'ordre clef du programme de transition et démontrèrent dans l'action quelle puissance colossale réside dans ce programme lorsqu'il rencontre un mouvement de masse ; on doit se rappeler du fait que la récente série de grèves, particulièrement la grève de la General Motors, démontra dans la vie le réalisme, l'exactitude et aussi la puissance de cette partie du programme de transition de la Quatrième Internationale.

Les grévistes de la G. M. contribuèrent d'une manière importante à élever le niveau des luttes par leur vaste campagne de propagande contre la hausse des prix. Sous la direction de Reuther le syndicat mena une propagande forcenée pour prouver que c'étaient les hauts profits et non les hauts salaires qui étaient responsables de la hausse des prix.

Par cette campagne significative qui marque un nouveau point de départ dans les formes modernes de luttes syndicales aux Etats-Unis, le syndicat fut capable, d'une manière considérable, de rejeter la responsabilité de la hausse des prix sur les épaules de ceux à qui elle revient — les gros capitalistes — et d'approfondir la conscience sociale des travailleurs. Cette campagne de propagande fut tout à fait progressive et fut jugée telle par notre parti.

## III. — Sur les propositions de Morrow de réviser le programme de transition

Le document de Morrow « L'erreur principale du bureau politique dans la politique syndicale pendant la vague de grève », daté du 6 avril 1946, et les remarques qu'il fit à la réunion du B. P. du 23 avril montrent clairement que le camarade Morrow ne fait pas des critiques partielles à notre travail syndical ou au caractère de certains articles du « Militant » en partant d'un point de vue qui nous serait commun en ce qui concerne le programme de transition. Morrow est au contraire en train de proposer une révision fondamentale de ce programme en ce qui concerne les questions en discussion.

Morrow déclare dans son document : « Ainsi le programme de transition demande que les salaires suivent le mouvement des prix, mais tout à fait clairement, ne fait aucune proposition de lutte pour stopper le mouvement des prix. Au contraire, il implique qu'une telle lutte serait futile. Pouvons-nous prendre ces formules du programme de 1938 et porter l'accent sur elles aujourd'hui ? Manifestement non (souligné par nous).

Pourquoi pas ? Parce que, de l'avis de Morrow, il existe aujourd'hui une situation tout à fait nouvelle. La nouveauté consiste en ceci : « Cette fois-ci il y avait le système de l'O.P.A., alors que rien de comparable n'existait en 1917-1918. Tout travailleur qui pense sait que cette fois, avec une tendance à l'augmentation des prix bien plus considérable qu'en 1917-1918,

Les principaux mots d'ordre sous lesquels Reuther mena sa campagne de propagande étaient « ouverture des livres de compte » et « augmentation des salaires sans augmentation des prix ». Le mot d'ordre « ouvrez les livres » est directement emprunté à notre programme de transition. Nous avons déjà mentionné quelle grande impression il fit sur la population travailleuse, comment il servit à mettre « au pied du mur » la General Motors Corporation et à démasquer la responsabilité criminelle des profiteurs de guerre dans la hausse des prix. Reuther, cependant, n'utilisa jamais ce mot d'ordre dans l'esprit révolutionnaire de notre programme de transition, qui le conçoit comme un pont vers le contrôle ouvrier de la production. Il mena plutôt la lutte de façon à prouver que la G. M. Co « pouvait payer » l'augmentation de salaire de 30 % tout en conservant « un profit raisonnable ». A un moment, pendant les auditions devant le « Fact Finding Board » à Washington, il accepta même de déléguer la tâche d'examiner les livres de la General Motors Co aux arbitres gouvernementaux du « Fact Finding », et accepta de plus que, s'il s'avérait que la G. M. Co ne pouvait « supporter » l'augmentation de salaire, le syndicat diminuerait sa revendication en conséquence !

Le deuxième mot d'ordre « augmentation des salaires sans augmentation de prix » n'est pas un de nos mots d'ordre et nous ne l'acceptons pas. Le caractère erroné de cette formule vient du fait qu'elle lie directement la lutte pour l'augmentation des salaires à la lutte contre la hausse des prix. Mais, comme nous avons vu, ces luttes sont parallèles, menées sur des terrains différents et avec des méthodes différentes.

Nous saluons la lutte des ouvriers de la G. M. contre la hausse des prix et soulignons la signification colossale et le caractère progressif de cette lutte. En même temps nous critiquons et corrigeons ses côtés restreints et travaillons à élargir la lutte en une réelle lutte politique à l'échelle nationale selon la ligne juste et réellement fructueuse de notre programme de transition. Nous soutenons toute réelle lutte des masses contre la hausse du coût de la vie. Nous participons à de telles luttes avec notre propre programme.

il n'y eut pas d'augmentation des prix comparable après l'établissement de l'O.P.A. De là, l'indéniable popularité de l'O.P.A., la demande générale, non seulement de la part des bureaucrates syndicaux, mais aussi des masses de la continuation de l'O.P.A. De là, l'absurdité de la position doctrinaire de dire aux travailleurs de s'occuper du mouvement des salaires et non de celui des prix ; le travailleur qui n'est pas attaché par une adhésion à la lettre du programme de 1938, et qui regarde la réalité, sait que le mouvement ouvrier peut faire quelque chose, non seulement pour augmenter les salaires, mais aussi pour bloquer les prix ».

Il est clair que Morrow considère que la déclaration du programme de transition selon laquelle « la lutte officielle du gouvernement contre la hausse des prix n'est qu'une tromperie pour les masses » est aujourd'hui dépassée.

En fonction de la prétendue nouveauté de la situation Morrow déduit la nécessité d'un nouveau programme : transférer le centre de gravité de la lutte pour l'échelle mobile des salaires à la lutte pour le contrôle des prix. « Jusqu'à ce que le prochain contrat vienne en question, l'échelle mobile des salaires n'offre aucune voie de lutte pour les travailleurs », écrit Morrow. « Les travailleurs veulent savoir ce qu'ils pourraient faire maintenant pour bloquer les prix. Le mot d'ordre